

ECRAN TOTAL

12 au 25 FEVRIER 2020

MADE IN BANGLADESH

de Rubaiyat Hossain

avec Rikita Shimu, Novera Rahman, Deepanita Martin

1 h 35 – Bangladesh – Date de sortie : 4 décembre 2019 – Pyramide Distribution



Shimu, 23 ans, travaille dans une usine textile à Dacca, au Bangladesh. Face à des conditions de travail de plus en plus dures, elle décide avec ses collègues de monter un syndicat, malgré les menaces de la direction et le désaccord de son mari. Ensemble, elles iront jusqu'au bout.

Festival international des Jeunes Réalisateur de Saint Jean de Luz 2019 :

Chistera de la meilleure interprétation féminine : Rikita Shimu



Rubiyat Hossain est née en 1981 au Bangladesh. Elle a étudié le cinéma à la Tisch School of Arts de la New York University. Elle vit et travaille à Dacca. Son premier long-métrage, *Meherjaan* (inédit, 2011), a suscité des vagues de protestation à travers le pays en raison de sa critique du nationalisme guerrier et masculin. Son deuxième film, *Under construction* (*Les lauriers roses rouges*, 2016), a été mieux accueilli, mais gardait l'ambition d'apporter un regard nouveau et féminin dans une industrie nationale du cinéma phallocratique. *Made in Bangladesh* est son troisième long-métrage, le deuxième à être distribué en France.

Rencontre avec Rubiyat Hossain, la réalisatrice du film :

(Claire Béghin : L'Express – 4 décembre 2019)

Dans son nouveau film **Made in Bangladesh**, la réalisatrice bangladaise **Rubiyat Hossain** raconte le combat d'une ouvrière textile pour la création d'un syndicat, inspiré du parcours de **Daliya Akhtar Dolly**. Les deux femmes livrent leur point de vue sur l'industrie textile, l'Accord Bangladesh et les solutions qu'elles aimeraient voir émerger pour de meilleures conditions de travail.

Assises l'une à côté de l'autre sur un canapé, **Rubiyat Hossain** et **Daliya Akhtar Dolly** discutent. Elles sont à Paris pour la promotion de *Made in Bangladesh*, le nouveau film de la première, en salles ce mercredi 4 décembre 2019. **Rubiyat Hossain** porte un jean et un sweatshirt, **Daliya Akhtar Dolly** un ensemble trois-pièces d'un rouge lumineux, une tenue traditionnelle bangladaise. Sous sa longue jupe, on devine un leggings et une paire de baskets. "Je me sens bien quand je porte du rouge ou du vert, déclare-t-elle. J'aime aussi porter des jeans et des chemises, mais on ne peut pas le faire n'importe où au Bangladesh." **Rubiyat Hossain** confirme : dans l'espace public, une telle tenue est encore rarement acceptée. "Les Bangladaises accordent une grande importance à leurs vêtements et aux couleurs. Elles mélangent le rose, le vert, le jaune... Je pense qu'un tel enthousiasme pour la mode vient du fait qu'elles peuvent maintenant choisir leurs propres tenues. Cela ne dépend plus de leur père ou de leur mari." Elles parlent du vêtement comme d'un vecteur d'émancipation capital pour la femme, dans un pays où l'industrie textile, qui emploie majoritairement des ouvrières, a fait bondir le PIB de 18,14 à 274,025 milliards de dollars entre 1980 et 2018.

Les femmes bangladaises à l'honneur

Made in Bangladesh raconte le parcours de **Shimu**, une ouvrière de 23 ans qui se bat pour monter un syndicat au sein de l'usine textile qui l'emploie, après qu'un incendie a ôté la vie à plusieurs de ses collègues. La scène fait notamment écho à l'effondrement de l'usine du Rana Plaza, qui en 2013 provoquait la mort de 1138 ouvriers. Avec l'aide d'une activiste engagée dans la protection des travailleuses, **Shimu** va se battre jusque dans les bureaux du ministère du travail pour faire valoir leurs droits. Il s'agit du deuxième volet (après "Under Construction") d'une trilogie sur laquelle travaille **Rubiyat Hossain**, pour raconter la vie et les difficultés auxquelles font face les femmes bangladaises. Mais surtout pour mettre en valeur leur force. Un point de vue encore rare, que lui a inspiré le parcours de **Daliya Akhtar Dolly**. À l'âge de 11 ans, la jeune fille fuyait son village natal pour rejoindre Dacca, où elle est parvenue à mettre en place un syndicat d'ouvrières textiles, tenant tête à un mari abusif et aux institutions.

Comment est née l'idée de ce film ?

Rubiyat Hossain : Dans mon dernier film, "Under Construction", une actrice de théâtre réinterprète une pièce célèbre de **Rabindranath Tagore**, (*Red Oleanders*, nldr), qui est une critique de la civilisation industrielle. **Tagore** l'a écrite en 1924, quand on célébrait la révolution industrielle, pour prévenir qu'il y aurait des conséquences graves. En écrivant le script, j'ai trouvé que la pièce décrivait parfaitement l'industrie du prêt-à-porter, où les femmes deviennent des numéros et travaillent pour des patrons qu'elles ne rencontreront jamais. Dans le film, il y a un personnage de domestique qui part

travailler pour une usine de vêtements. De nombreuses spectatrices m'ont demandé ce que deviendrait cette femme. J'ai donc décidé de lui consacrer un film. En faisant de la recherche, j'ai lu des livres, des rapports et visionné des documentaires où il était toujours question de victimisation et de pauvreté. Mais quand j'ai commencé à rencontrer des ouvrières textiles en 2016, j'ai vu une telle dignité et une telle énergie que j'ai voulu célébrer la force de ces femmes. Ce ne sont pas des victimes, ce sont des combattantes.



C'est un point de vue que l'on voit rarement...

R. H. : Je pense que le point de vue de la victime est très orientaliste. Bien sûr, la femme bangladaise et musulmane est opprimée. Bien sûr, nous venons d'une culture profondément patriarcale. Mais il faut aussi regarder la résistance. Le Bangladesh a un grand héritage des activistes féministes qui travaillent sur le terrain depuis les années

1970. Ce sont les ouvrières textiles qui depuis 40 ans tirent le pays vers une économie de salaire moyen. Elles sont le visage du Bangladesh, mais il n'existe aucun film dans lequel elles sont célébrées comme des héroïnes, alors que nous bénéficions tous de leur travail.

Paradoxalement, les femmes souffrent beaucoup des conditions de travail dans les usines. Comment parvenir à un équilibre ?

R. H. : Mon expérience auprès de ces femmes me fait penser que le plus important est l'éducation. **Daliya** est parvenue à monter un syndicat parce qu'elle était éduquée, elle savait lire et écrire, ce qui n'était pas le cas de toutes ses collègues. Si elle avait su parler

anglais, elle aurait pu aller encore plus loin. Il faut soutenir les organismes qui travaillent à l'éducation et au droit des femmes et des ouvriers, et faire en sorte que les marques prennent leurs responsabilités.

Daliya Akhtar Dolly : Je suis d'accord avec **Rubaiyat**. Les marques passent des commandes mais ne vérifient pas combien de personnes sont nécessaires à mener à bien

Comment vous êtes-vous rencontrées ?

R. H. : J'ai commencé par me rendre dans les quartiers pauvres pour rencontrer des ouvrières, mais beaucoup n'étaient pas à l'aise avec l'idée de raconter leur histoire. Une amie journaliste avait interviewé **Daliya** lorsqu'elle

leur production, ou de combien de temps elles ont besoin. Elles ne se préoccupent pas de savoir si les ouvrières dorment la nuit.

a monté son syndicat, c'est elle qui nous a finalement mises en contact. Je l'ai rencontrée chez elle, en période de Ramadan. Je lui ai longuement expliqué mon projet avant de lui demander son aide.

Daliya Akhtar Dolly, quelle a été votre première réaction lorsque Rubaiyat vous a proposé de l'aider à travailler sur le film ?

D. A. D. : J'ai accepté sur le champ. Le plus important pour moi était de raconter mon histoire et de diffuser ma parole.

Quel a été votre parcours ?

D. A. D. : J'ai fui mon village à l'âge de 11 ans car mon beau-père voulait me marier. Mes bons résultats à l'école m'avaient permis d'obtenir une bourse du gouvernement. J'ai pris l'argent et suis montée dans un ferry pour Dacca, où une cousine m'a obtenu un poste de femme de ménage, que j'ai dû fuir car mes employeurs me battaient. J'ai ensuite travaillé dans une usine de chaussures puis, de fil en aiguille, j'ai rejoint Natural Apparel, l'usine qui a inspiré l'histoire du film. En 2013, lorsque les directeurs ont refusé aux ouvrières leurs

congés payés, nous avons été plusieurs à nous rendre dans une fédération de droit du travail pour nous renseigner sur les moyens de monter un syndicat. Nous avons déposé notre dossier au mois de février et le syndicat a officiellement été créé au mois d'avril. Nous avons 17 demandes précises, notamment les congés payés, des bonus lorsque nous travaillions plus de 30 jours d'affilée, l'ouverture de crèches, des visites médicales et des bonus de fin d'année. Nous avons obtenu toutes ces demandes.

Que s'est-il passé depuis ?

D. A. D. : Nous avons travaillé dans de bonnes conditions pendant trois ans. En 2016, lorsque l'organisation Accord Bangladesh (créée par des ONG locales et internationales aux lendemains de l'effondrement du Rana Plaza, pour assurer de meilleures conditions de

travail dans l'industrie textile, ndlr) a conseillé aux entreprises de mode de ne pas s'implanter dans notre usine car les normes anti-incendie n'y étaient pas respectées, elle a fermé et plus de 2000 ouvrières ont perdu leur travail. C'est à ce moment-là que j'ai rencontré **Rubaiyat**.

Quel regard portez-vous sur l'Accord Bangladesh ?

R. H. : C'est un énorme paradoxe. D'un côté, l'Accord a été créé pour le bien des travailleurs, de l'autre, nous avons l'exemple d'une ouvrière qui est parvenue à monter un syndicat dans un atelier qui, par la suite, a dû fermer ses portes et mettre des milliers de femmes au chômage. L'Accord manque de moyens financiers pour soutenir les usines. Il est nécessaire que les marques pour qui elles travaillent apportent ce soutien. Après le Rana Plaza, des milliers d'usines ont fermé et des

femmes qui ont perdu leurs emplois sont parties en Arabie Saoudite pour travailler comme domestiques. Elles reviennent avec des histoires atroces, pour peu qu'elles reviennent vivantes. Ça prouve à quel point il est important que les marques se responsabilisent. Si elles faisaient en sorte de posséder leurs propres usines, et que les ouvrières travaillent directement pour elles, sans intermédiaires, les conditions de travail en seraient nettement améliorées.

Quels sont vos projets ?

D. A. D. : Je vais continuer de travailler avec **Rubaiyat** pour la promotion du film, ensuite je rentrerai au Bangladesh. J'aimerais intégrer une ONG spécialisée dans les droits des travailleurs, particulièrement ceux des ouvrières textiles et notamment celles qui partent travailler à l'étranger. En 2018, je suis partie en Jordanie pour rejoindre une autre

usine, mais la situation pour les travailleurs bangladais y était pire encore.

R. H. : **Daliya**, qui a récemment divorcé, se bat également pour conserver la garde de son enfant que son ex-mari essaye de lui ôter. Un tel sujet pourrait faire l'objet de mon prochain film.



De la veine d'un film des frères Dardenne, la réalisatrice dénonce avec force et dignité l'exploitation qui est commise contre des ouvrières au Bangladesh et du coup, une mondialisation sans état d'âme, à la quête de toujours plus de profits. Saisissant et nécessaire. **(Laurent Cambon : aVoir-aLire)**

Nous sommes des femmes. Fichues si l'on est mariées. Fichues si on ne l'est pas", s'exclame la jeune héroïne de 23 ans, Shimu, à une défenseure des droits des femmes, laquelle vient d'échapper à un incendie dans l'atelier de textile qui l'emploie. Emploi est un grand mot. Il faudrait plus parler d'exploitation à la limite de l'esclavagisme, dans cette usine de fabrication de textile, qui non seulement contrevient à toute espèce de réglementation dans le travail, mais rechigne à payer ses salariées. Bien sûr, quand des clients occidentaux viennent visiter l'atelier, le patron peu scrupuleux se félicite d'un lieu de travail où ses ouvrières ont plaisir à venir et où les conditions de travail sont exemplaires. Et les clients font semblant de croire, du moment que les prix qui leur seront proposés soient

toujours plus bas. Autrement dit, tout le monde ferme les yeux. Le cinéma intervient alors en réparateur de torts, venant éclairer les ignorants que nous préférons rester devant une telle injustice.

Made in Bangladesh est un film rare et intense, qui prend le parti de suivre cette jeune femme, Shimu, déterminée à créer une section syndicale dans son usine et à défendre les intérêts de ses collègues. Le long métrage se transforme en une sorte de plaidoyer universel pour un capitalisme plus éthique, soucieux des femmes et des hommes qui donnent de leur santé, pour permettre aux plus riches d'entre nous de consommer à des prix toujours plus bas. On se souvient de la jeune Sandra, interprétée par Marion Cotillard, qui courait après une signature

dans *Deux jours, une nuit* des frères Dardenne, pour ne pas voir son conjoint licencié. Le propos ici est plus grave. L'administration se fait la complice d'un système économique qui assume les conditions de travail en dehors de toute forme d'humanité et de respect des règles. La pression s'abat de toute part sur Shimu, dont on pressent la puissance de résilience. Mais s'agit-il d'un film de fiction ? On voudrait que cette lutte devienne la vérité dans un monde plus juste, qui ne se réjouirait pas de faire valoir le droit des femmes comme nous en prenons souvent l'habitude, tout en cautionnant un système capitaliste injuste et violent.

Made in Bangladesh est une œuvre d'autant plus rare qu'elle émane du Bangladesh. Voilà un cinéma ignoré des distributeurs et de la sphère cinématographique en général. Le film rend un hommage admirable à un pays dont la visibilité artistique est très faible. Pour autant, on pressent autour de cette première œuvre

un savoir-faire important, à l'image de l'Inde dont l'industrie cinématographique est l'une des plus prolifiques au monde. Les comédiens brillent dans cette histoire terrible, et le spectateur ne peut s'empêcher de penser que les rôles qu'ils jouent demeurent sans doute pour eux un exercice pédagogique, étant préservés du destin de ces ouvrières. Il est certain que ce long métrage prend une place toute particulière sur nos écrans, à l'heure où les capitalismes les plus durs commencent à imaginer des modèles économiques plus éthiques et où les femmes affirment de plus en plus le rôle qu'elles ont à jouer en matière d'émancipation sociale et culturelle. ***Made in Bangladesh*** est tout aussi dur qu'il est rempli d'espoir. Le titre, si bien choisi, pourrait concerner l'Inde, de nombreux pays d'Afrique, la Chine, etc. On espère simplement qu'au moment de sa sortie cette œuvre changera nos consciences et peut-être, soyons fous, la surface du monde.

Ce n'est pas tous les jours que l'on verra un film comme celui-ci ! L'ironie du sort veut qu'il arrive sur les écrans une semaine après le « Black Friday ». Or le sujet qu'aborde ici son réalisateur, dont le cinéma se concentre sur les classes les plus déshéritées du Bangladesh, évoque la condition des ouvrières du textile. Elles sont quatre millions dans ce pays qui se révèle être le plus gros producteur de vêtements du monde derrière la Chine...

Inspiré de la vraie histoire de Dallya, une jeune employée de cette industrie qui fait travailler son personnel dans des conditions infernales, « *Made in Bangladesh* » décrit la révolte de Shimu qui décide contre vents, marées, menaces de la direction et colère du mari, de créer un syndicat avec d'autres de ses collègues femmes. Tourné dans une usine désaffectée dans laquelle l'effervescence de la chaîne de fabrication a été reconstituée atelier par atelier, le film, habité d'une énergie constante, repose sur un paradoxe qui n'est pas mince. Au Bangladesh, ce sont des femmes qui conduisent le pays et ce sont... les femmes qui sont les plus exploitées...

(Pierre Vavasseur : Le Parisien - 3 décembre 2012)

Portrait d'une magnifique entêtée, mais aussi chronique romanesque d'un collectif féminin, ce film social use de la couleur comme d'une arme de combat : les images de ces alliées en saris chatoyants célèbrent l'éclatante noblesse de la sororité.

(Guillemette Odicino : Télarama)

"Made in Bangladesh", un film captivant sur la naissance mouvementée d'un syndicat d'ouvrières du textile. L'histoire vraie d'une ouvrière textile de Dacca à l'origine du premier syndicat de femmes au Bangladesh. (Jacky Bornet : Rédaction Culture FranceTélévisions - 3 décembre 2019)

Rare réalisatrice Bengalie, Rubaiyat Hossain poursuit sa thématique féministe inaugurée avec Les Lauriers-roses rouges en traitant de la condition ouvrière des femmes au Bangladesh. Avec 4,5 millions de salariés dans le secteur textile, dont 80% de femmes, les ouvrières sont en première ligne dans une société patriarcale répressive. C'est tout le sujet de Made in Bangladesh qui sort mercredi 4 décembre.

La catastrophe du Rana Plaza

Au Bangladesh, Shimu, 23 ans, est venue de sa province rurale à la capitale Dacca pour travailler dans une des nombreuses usines textiles de la ville. Les conditions de travail sont très dures pour un salaire de misère qui fait vivre son couple, ayant été mariée de force à un homme sans emploi. Après un incendie dans l'atelier, Shimu rencontre une journaliste qui lui apprend ses droits, dont la possibilité de créer un syndicat au sein de son usine. Elle va se battre bec et ongle pour créer, avec ses collègues, un syndicat.

Le départ de l'intrigue renvoie à l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza qui

avait causé la mort de 1 130 ouvrières et ouvriers d'ateliers textiles le 24 avril 2013 à Dacca. La catastrophe avait révélé les conditions de travail inadmissibles des millions de femmes travaillant dans le premier secteur industriel du pays. Il en résultera, de longue lutte, la signature d'une première convention collective avec une entreprise textile de la zone industrielle de Dacca. Made in Bangladesh relate ce processus par le biais de la fiction mais avec beaucoup de réalisme, des personnages forts et touchants.

Universel

La réalité sociale décrite dans Made in Bangladesh recoupe la prise de conscience féministe qui occupe la une de l'actualité depuis le mouvement MeToo. Le film de Rubaiyat Hossain décrit une société patriarcale millénaire qui, même si des engagements politiques sont inscrits dans la loi, demeurent lettre morte en raison d'usages qui ont la vie dure. Le combat de Shimu dans le film alimente de nombreux rebondissements autour de ses relations

houleuses avec sa hiérarchie, ses collègues, son mari ou l'administration.

La réussite de Made in Bangladesh est d'exposer une condition féminine qui, mise à mal dans un pays des plus conservateurs, touche à l'universel. Un film qui s'apparente aussi à un thriller, tant son héroïne est fragilisée par les suspicions malveillantes, les menaces dont elle fait l'objet. On en sort à regret, tant on voudrait en savoir plus et la suivre encore. Un film positif et plein d'énergie.

L'INDUSTRIE TEXTILE AU BANGLADESH (Extrait du dossier de presse)

Le Bangladesh est le deuxième plus grand exportateur mondial de vêtements derrière la Chine. Environ 4 millions d'ouvriers sont employés à bas coût dans quelque 4 500 ateliers, fabriquant à tour de bras des vêtements pour les distributeurs occidentaux comme H&M, Primark, Walmart, Tesco, Calvin Klein, Gap, Carrefour ou Aldi.

Les exportations du secteur textile représentent 80% des exportations totales du pays.

Au total, 60% des habits vendus en Europe proviennent des usines bangladaises.

Les Etats-Unis sont aussi un très grand gros client.

C'est un gigantesque business qui rapporte 30 milliards d'euros par an.



SALAIRES ET DROIT DE GRÈVE (Extrait du dossier de presse)

Les ouvriers et les ouvrières du textile au Bangladesh sont les plus mal payé.es au monde.

À noter que les femmes (parfois mineures) représentent 85% de la force de travail.

Il n'y avait pas eu d'augmentation du salaire minimum depuis la catastrophe du Rana Plaza en 2013, quand un bâtiment industriel abritant plusieurs usines de confection s'est effondré, tuant plus de 1130 travailleurs et travailleuses.

Le ministère du travail a annoncé en décembre 2018 une revalorisation du salaire minimum mensuel à hauteur de 8 000 taka (82 EUR) contre 5 300 taka (54 EUR) auparavant : une hausse insuffisante selon les syndicats de travailleurs et travailleuses.

En janvier 2019, une semaine de grève pour tenter d'obtenir de meilleurs salaires a été largement suivie. Une manifestation dans la banlieue de Dacca a réuni plus de 50 000 personnes. Elle a été durement réprimée par la police locale. Près d'un millier de grévistes ont été licencié.es au terme du mouvement. Au Bangladesh, où les grands patrons du textile sont très liés au parti ultra-majoritaire, la Ligue Awami, les libertés syndicales, le droit de manifester ou le droit de grève, sont régulièrement bafoués.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL INDIGNES (Extrait du dossier de presse)

Les usines se trouvent souvent dans des immeubles construits sans permis, qui ne répondent généralement pas aux normes de sécurité : installations électriques défectueuses, sorties de secours bloquées ou inaccessibles et absence d'alarmes incendie. Plus de 500 ouvrières ont trouvé la mort dans des incendies depuis dix ans.

Les ouvrières subissent des pressions importantes quand la date de livraison d'une commande approche. Elles peuvent travailler jusqu'à minuit sans pause. On leur demande même de travailler de nuit, les prévenant le soir même, sans qu'elles aient le temps de s'organiser, notamment pour la garde des enfants.

Le travail de nuit est légal au Bangladesh mais les enquêtes montrent que ces horaires nocturnes sont considérés comme de simples heures supplémentaires, effectuées par les équipes qui viennent de faire leur journée. Les ouvrières sont régulièrement menacées de licenciement si elles refusent de travailler de nuit.